

# Claude Rouge, Collectif départemental pour la défense du service public postal en Isère



**TA** - Artiste et écrivain, vous vous retrouvez aujourd'hui animateur du collectif départemental pour la défense du service public postal en Isère. Un hasard ?

**Claude Rouge** : Pas du tout. D'abord parce que lors de mes déplacements liés à mes activités artistiques et littéraires je rencontre fréquemment des gens qui se battent pour garder leurs bureaux de poste et que par ailleurs les thématiques sociales sont au cœur de mes bouquins. Les problématiques se rejoignent.

D'autre part, en 2008, je me suis retrouvé - avec d'autres - dans un premier Collectif de défense du service public postal créé suite à des menaces pesant sur un certain nombre de bureaux de poste, particulièrement en milieu rural. Nous avons senti le besoin de nous regrouper, de mettre en place des instances où se retrouvent à la fois des élus, des usagers, des postiers, des syndicalistes. Nous avons alors développé une stratégie d'actions locales pour gagner localement. Elle visait à intervenir auprès du maire pour le vote d'un vœu en Conseil municipal

dénonçant la fermeture des bureaux, à avertir les commerçants, à mener des enquêtes auprès des usagers à propos des horaires d'ouverture souhaités, pour peser auprès de la direction de La Poste. Nous avons obtenu quelques résultats intéressants. Puis, les menaces se calmant, le Collectif s'est mis en sommeil.

Or voilà un an de nouvelles alertes se sont fait jour.

**TA** - Et le Collectif s'est ranimé ?

**Claude Rouge** : Exactement ! Et sur la base de l'expérience antérieure je me suis retrouvé en être l'un des animateurs, ce que j'assume bien volontiers. Il y a eu des menaces dans le Grésivaudan et une mobilisation s'est tout de suite opérée. La Poste a reculé. Elle a attendu le résultat des municipales espérant des changements d'élus qui lui permettraient d'agir plus librement. On l'a bien vu : au lendemain des élections elle a sorti l'artillerie lourde. Le Collectif s'est alors reconstitué, mais en changeant de stratégie car on ne pouvait plus se contenter d'actions locales devant l'ampleur des

attaques et la dégradation des conditions de travail des postiers. Mais toujours en rassemblant élus, usagers, postiers, syndicalistes, population.

Nous avons construit notre action selon deux volets. D'abord travailler avec les maires pour les amener à prendre une position commune de refus de transformation des bureaux de poste. Un communiqué commun a été rédigé, signé à ce jour par 31 maires sur les 39 contactés (3 ayant répondu par la négative et 5 étant en attente). Sur cette base nous avons organisé un rassemblement le 29 novembre aux Abrets : 20 maires étaient présents, de tous bords politiques. Ils sont en colère contre la casse des bureaux de poste, ils se sentent méprisés. Nous avons pour projet de contacter les 123 maires du département.

Deuxièmement, les horaires. Quand un maire refuse de municipaliser le service postal, la Poste baisse les horaires des bureaux, supprime les ouvertures du samedi et annonce que les bureaux seront des variables d'ajustement en fonction des aléas du personnel. Ce qui provoque une forte dégradation du service. Nous avons fait saisir l'Observatoire national pour exiger le respect des horaires qui ne peuvent pas légalement être inférieurs à 12 h. Plusieurs bureaux sont à 12 h, mais la moindre fermeture pour absence du personnel fait chuter la moyenne en dessous ! Nous allons saisir les parlementaires pour que la question soit tranchée par le gouvernement.

**TA** - Quelle est l'évolution actuelle ?

**Claude Rouge** : Nous nous interrogeons aujourd'hui sur l'élargissement du mouvement au-delà du département. Il faut se rappeler que le référendum citoyen qui s'est déroulé en 2009 et qui a réuni nationalement plus de 2,3 millions de votants, est parti de l'Isère.

Or, aujourd'hui la menace est grave : La Poste envisage de fermer 2000 bureaux de poste dont 40 en Isère. C'est une véritable casse du service public qui est opérée ! Contrairement à ce qu'on nous dit La Poste n'est pas en difficulté : en 2013 son résultat net est de 800 millions d'euros et il est prévu 1,9 milliard en 2020 avec une croissance d'activité de 2 % par an. C'est la recherche de la rentabilité qui est au programme.

On nous parle de baisse du nombre de courriers. C'est vrai pour les lettres. Mais il n'y a pas de baisse des plis recommandés, au contraire. Par ailleurs il y a une augmentation du volume des colis (en lien avec Internet), et plus la commune est petite, plus cette augmentation est importante ! Par ailleurs la pérennité des bureaux de poste est liée à celle des commerces, car s'il n'y a plus de bureau dans un village, les gens ne s'arrêteront plus à l'épicerie locale.

Nous avons bon espoir. Il y a une bonne entente et une grande solidarité dans le Collectif. Chaque semaine 2 ou 3 maires nouveaux nous rejoignent. Nous avons l'appui de parlementaires comme Annie David ou Michèle Bonneton. Nous devons gagner la bataille car l'enjeu est trop important. C'est maintenant que tout se joue !

Au positif nous enregistrons la déclaration du directeur départemental lors de la dernière réunion de la Commission départementale de la présence postale territoriale (CDPPT) qui annonce un gel des restructurations en cours en attendant un dialogue... On attend de voir. Mais dans l'action !